



Semaine du 2 au 7 juin 2009 n° **262**

Sommaire

- **Emploi dans la Recherche** : premier succès des luttes
- **Alcatel-Lucent** : colère des salariés devant l'Assemblée générale des actionnaires
- **Wolters Kluwer France** : les syndicats inquiets d'une réduction d'effectifs
- **20 Minutes** : grève au journal contre un projet de réorganisation
- **Caisse d'Épargne/Banque Populaire** : Vives critiques d'experts sur le projet de fusion
- **Caisse d'Épargne** : la CGT porte plainte à son tour contre François Pérol
- **Hewlett-Packard France** : la baisse des salaires étendue à tous
- **RFI** : la grève contre le plan social reconduite
- **Fonction publique** : la CGT s'oppose à l'intéressement collectif
- **Effectifs des fonctionnaires** : baisse en 2008 à marche forcée
- **Éducation Nationale** : cinq organisations demandent la pérennisation des emplois de vie scolaire
- **Filière automobile** : la responsabilité des constructeurs dans la crise est entière
- **EDF** : l'emprunt ne doit pas se traduire par des hausses de tarifs
- **Chômage** : polémique sur la hausse
- **Emploi** : le BIT craint un chômage record en 2009
- **Syndicalisme européen** : la CES réclame « un nouveau deal social » en Europe
- **Mise en place du RSA au 1^{er} juin** : de sérieux doutes quant à son efficacité
- **Lundi de Pentecôte** : « la vérité sur les détournements de l'État », selon l'AD-PA
- **Canicule** : on surveille comme le lait sur le feu

Édito

7 juin, 13 juin Des dates décisives pour nos revendications

Si prompts d'habitude à pinailler sur le nombre de manifestants, les « spécialistes » se sont bien gardés la semaine dernière de pronostiquer leur tête sur le billot une extinction de la colère sociale qui s'exprime dans l'unité depuis octobre dernier, après la journée d'action du 26 mai. Celle-ci a effectivement été marquée par un foisonnement de mobilisations et d'initiatives décentralisées. Ce qui était en jeu n'était donc pas de se compter, mais de jauger la profondeur et l'ancrage professionnel, territorial des revendications. De ce point de vue, ni le gouvernement, ni le Medef ne peuvent s'estimer à l'abri. D'autant moins que la colère et la désespérance sociale s'annoncent comme un élément déterminant dans la configuration du scrutin européen de dimanche pour lequel on prédit un record d'abstention. Les dernières élections européennes ont connu une abstention de 57 % des inscrits et ce chiffre risque d'être dépassé dimanche. Pourtant c'est bien le moment là aussi d'exprimer un choix politique décisif du point de vue social. A l'occasion sa Commission exécutive, le 28 avril dernier la CGT a souligné que « face à la Commission Européenne et au Conseil de l'Union Européenne, le Parlement est une instance décisive. C'est lui qui, sous la pression des mobilisations syndicales d'Europe, a porté un coup à la directive Bolkestein sur les services, à la dérégulation du travail dans les ports et à la remise en cause de la directive sur le temps de travail ». Dès lors, ne pas voter revient à laisser s'exprimer les seuls lobbys libéraux. La CGT estime à l'inverse que précisément en cette période de crise, l'Europe doit permettre de renforcer les garanties sociales afin notamment d'éviter tout dumping social. La CGT avec la CES « demande que soit adopté un protocole de progrès social pour que les droits fondamentaux des travailleurs priment sur les libertés économiques » et sur la libre concurrence. Les salariés ont besoin d'une Europe démocratique, sociale, solidaire s'affirmant comme



moyen de régulation et de réorientation de la mondialisation, une Europe prenant en compte les objectifs de développement durable, d'emplois décents pour tous, de développement des services publics de qualité ». Il y a des années que la CGT a fait le choix décisif de ne plus donner de consigne de vote et de marquer son indépendance. Elle ne se désintéresse pour autant pas de la « chose politique » au moment où les salariés, les citoyens doivent

se prononcer. Elle est avec les autres forces sociales du pays et avec le rang de première organisation syndicale la principale animatrice des luttes sociales. Ces mobilisations doivent encore grandir, notamment à l'occasion de la journée unitaire du samedi 13 juin. L'objectif n'est pas d'afficher des scores de mobilisation, mais d'obtenir par la puissance, l'unité et la détermination une traduction politique favorable aux salariés. La CGT les appelle donc à voter pour des représentants à même de défendre les objectifs de progrès social au Parlement Européen. Qu'on ne s'y trompe pas, le Medef a ses propres relais, sa propre organisation patronale, l'Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe. S'abstenir, c'est courir le risque que seul Ernest Antoine Sellière et Laurence Parisot puissent se faire entendre.

Emploi dans la Recherche Premier succès des luttes



La ministre de la Recherche a annoncé mardi 26 mai 2009 qu'il n'y aura pas de suppression de postes de fonctionnaires dans les organismes de recherche (EPST) en 2010 et 2011.

Le SNTRS-CGT apprécie cette annonce comme un acquis des luttes que les personnels de la Recherche publique ont mené avec leurs collègues des universités. Dans un communiqué, l'organisation CGT estime que « ce premier acquis doit encourager les personnels des laboratoires, de toutes les catégories, à se battre ensemble pour des avancées encore plus importantes. Pour obtenir de nouvelles avancées, les personnels doivent rester mobilisés. Le SNTRS-CGT les appelle à participer nombreux à la marche de tous les savoirs le jeudi 4 juin 2009 ».

Alcatel-Lucent

Colère des salariés devant l'Assemblée générale des actionnaires

Plusieurs centaines de salariés français, italiens, espagnols, belges ou allemands se sont rassemblés vendredi à Paris devant le Palais des Congrès, gardé par les forces de l'ordre, où se tenait l'Assemblée générale des actionnaires de l'équipementier pour faire entendre leur « colère » contre les avantages financiers que comptaient s'attribuer leurs dirigeants. « Non au démantèlement, pas de retraite chapeau » pour le directeur général Ben Verwaayen, « Non aux délocalisations, non à l'externalisation de l'informatique » ou « Shareholders YOU are killing EU workers » (« actionnaires, vous tuez les salariés européens »), pouvait-on lire sur des pancartes. Les représentants du fonds d'actionariat salarié d'Alcatel-Lucent, qui doit voter contre les résolutions 13 à 15, avaient prévu de lire une déclaration dans laquelle ils soulignent leur « niveau excessif », qui « constitue un handicap à la bonne marche de l'entreprise ». Le fonds représente environ 5 % des votes en Assemblée générale.



Wolters Kluwer France

Les syndicats inquiets d'une réduction d'effectifs



Les syndicats CGT, CFDT, CGC, CFTC, CNT, FO et SNJ du groupe d'édition et de presse professionnelle Wolters Kluwer France (WKF), qui édite notamment *Liaisons Sociales*, ont fait part vendredi de leurs inquiétudes sur une « réduction d'effectifs » qui pourrait être annoncée mardi lors d'un comité d'entreprise. « Si nous ne connaissons pas encore le détail de ce plan de réorganisation, nous tenons d'ores-et-déjà à en condamner le fondement même », écrivent les syndicats. Selon eux, Wolters Kluwer France « se porte bien, malgré la crise actuelle » et « la seule explication est une logique exclusivement financière ». Un rassemblement est prévu mardi, jour du comité d'entreprise extraordinaire, à 12 h 30, sur le parvis de l'entreprise, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

20 Minutes

Grève au journal contre un projet de réorganisation

Une grève à la rédaction du journal gratuit *20 Minutes* a empêché la parution de l'édition papier jeudi 28 mai et la fermeture d'une partie du site internet.

Une majorité de la rédaction s'est mise en grève mercredi contre un projet de réorganisation présenté par la direction, et une réunion se tenait jeudi dans la matinée sur ce projet.



Caisse d'Épargne/Banque Populaire

Vives critiques d'experts sur le projet de fusion



Un rapport du cabinet indépendant Secafi, commandé par le comité de groupe de la Banque Populaire critique sévèrement le projet de rapprochement avec la Caisse d'Épargne, qualifié de « *précipité par les difficultés de Natixis et des deux groupes* ». Les délais « *très courts* » entre la mise en chantier du projet et l'annonce de la création du nouvel organe central commun aux deux établissements « *ont obligé les concepteurs (...) à travailler dans la précipitation* », selon Secafi. Selon le rapport, la structure qui sera mise en place « *n'est que transitoire* », « *ce qui prive les personnels d'une vision plus précise de leur devenir individuel* ». Les auteurs

du rapport soulignent également que « *des risques importants pèsent toujours sur l'avenir du groupe* », notamment Natixis. La filiale créée fin 2006 a perdu 2,8 milliards d'euros en 2008 et vient de publier une nouvelle perte de 1,8 milliard au premier trimestre. Elle a déjà bénéficié de trois recapitalisations en un an. Elle doit principalement ses pertes à un portefeuille de titres devenus impossibles à vendre d'une valeur de 33,7 milliards d'euros. Secafi pronostique une nouvelle perte de 2 milliards sur ce portefeuille « *dans les prochains mois* », « *dans les conditions actuelles du marché* ».

Caisses d'Épargne

La CGT porte plainte à son tour contre François Pérol

Le syndicat CGT des Caisses d'Épargne a à son tour porté plainte pour « *prise illégale d'intérêt* » contre François Pérol et les conditions de sa nomination à la tête du groupe Caisse d'Épargne-Banque populaire. La CGT Caisses d'Épargne a également indiqué dans un communiqué avoir engagé deux recours devant le Conseil d'État contre les conditions de la nomination de l'ancien Secrétaire général adjoint de l'Élysée à la tête du groupe bancaire.



Hewlett-Packard France La baisse des salaires étendue à tous

Conformément à une directive de la direction américaine du groupe, Hewlett-Packard France veut étendre sur la base du volontariat la baisse des salaires, déjà demandée à ses cadres dirigeants, à plusieurs milliers de salariés. La baisse demandée aux cadres était de 10 % du salaire brut. Elle est non limitée dans le temps.

Au sujet de « la phase 2 », visant quelques milliers de salariés, la porte-parole de la direction du groupe a indiqué que les consultations des représentants du personnel était en cours. La baisse serait de 5 % pour les cadres et de 2,5 % pour les non-cadres.

Une perspective refusée par les syndicats qui ont consulté les salariés à la mi-mai par sondage qui montrait que 95 à 97 % des personnels refusaient une baisse de leur salaire.

Par ailleurs, les sites européens de Hewlett-Packard vont être touchés par 5 700 suppressions de postes en 2009-2010, notamment dans le cadre du plan mondial de 6 400 suppressions d'emplois annoncé le 19 mai, a indiqué le groupe vendredi.



RFI La grève contre le plan social reconduite



La grève à Radio France Internationale (RFI), entamée le 12 mai contre le plan social et qui perturbe l'antenne depuis plus de deux semaines, a été reconduite jusqu'à mardi par les salariés en assemblée générale.

Ces derniers ont exigé de l'Élysée la nomination d'un médiateur. Ils ont également demandé de recevoir de toute urgence une délégation de l'intersyndicale FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT. Le Comité d'entreprise (CE) a par ailleurs été mandaté pour une nouvelle action en justice contre le plan social, qui prévoit 206 suppressions d'emplois sur un millier. Annoncé

en janvier, ce plan a été suspendu le 12 mai par la Cour d'appel de Paris, saisie par le CE.

Par ailleurs, une quarantaine de personnalités du monde politique, artistique, scientifique et médiatique ont signé une pétition parue vendredi dans *Libération*, demandant à l'État de « donner l'exemple » en retirant le plan social. Avec « 46 millions d'auditeurs » dans le monde, RFI « joue un rôle actif dans la politique et la diplomatie de la France », souligne la pétition.

« C'est la radio qu'écoutait Ingrid Bétancourt dans la jungle colombienne, Lech Walesa envoyé en résidence surveillée ou les otages français au Liban », rappellent les signataires.

« La réduction de RFI à la portion congrue a lieu au même moment où se crée l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), la holding qui rassemble RFI, France 24 et TV5Monde ».

RFI doit selon eux être le « fer de lance » de l'AEF, pas son « souffre-douleur ».

Fonction publique

La CGT s'oppose à l'intéressement collectif

Le ministre de la Fonction publique, Éric Woerth et son Secrétaire d'État, André Santini ont proposé jeudi une négociation sur l'intéressement collectif dans la Fonction publique, pour mettre en place « une juste rétribution de la performance des agents publics », sur la base d'un rapport parlementaire du député UMP Michel Diefenbacher. Mettre en oeuvre l'intéressement collectif dans la Fonction publique entraînera la « transformation de la Fonction publique en entreprise régie principalement par des règles comptables et concurrentielles », a dénoncé vendredi la CGT dans un communiqué. « Ce ne sont plus les missions de service public et l'intérêt général qui guideraient l'action des personnels, mais la loi du profit et de la rentabilité », a ajouté le syndicat, qui a estimé qu'un tel dispositif « serait par nature source d'inégalités criantes et de clientélisme » et « ferait naître une concurrence exacerbée entre les agents ». La CGT a condamné également la méthode, car le ministère n'a convié que quatre syndicats (CFDT, CGC, CFTC et UNSA) à négocier, ceux ayant signé en février 2008 un accord salarial et « les organisations syndicales représentant la majorité des personnels n'ont pas été conviées à la réunion ».



Effectifs des fonctionnaires

Baisse en 2008 à marche forcée



La baisse des effectifs dans la Fonction publique d'État a été plus importante que prévue. « L'exercice 2008 se solde par une diminution des effectifs d'environ 28 000 équivalents temps pleins (ETP), supérieure à l'objectif fixé par la loi de finances initiale » (-22 921 ETP), a annoncé mercredi l'Élysée, à l'issue du Conseil des ministres, où le ministre du Budget, Éric Woerth présentait le projet de loi de règlement des comptes pour l'année 2008. La réduction du nombre de fonctionnaires, très contestée par les syndicats de fonctionnaires est un axe essentiel de la politique de Nicolas Sarkozy pour réduire les dépenses publiques, avec pour objectif de revenir « au même nombre de fonctionnaires qu'en 1992 ».

Éducation nationale

Cinq organisations demandent la pérennisation des emplois de vie scolaire

Les syndicats d'enseignants SNUipp-FSU, Se-Unsa, Sgen-CFDT, Unsen-CGT et l'Union nationale des collectifs d'EVS (UNCEVS) ont demandé au gouvernement de pérenniser les emplois de vie scolaire (EVS) chargés de l'accompagnement des élèves handicapés, dont 30 000 arrivent en fin de contrat en juin.

« Les tâches effectuées par les EVS correspondent à des missions pérennes qui nécessitent des personnels stables bénéficiant d'un statut fondant un véritable métier, une véritable formation et une rémunération décente », affirment ces organisations.

Dans un premier temps, « des mesures doivent être prises afin de prolonger les contrats en cours pour permettre la mise en oeuvre de formation donnant accès à un véritable parcours d'insertion professionnelle », plaignent ces organisations.

Interrogé, le ministère de l'Éducation a affirmé que ces emplois n'avaient pas vocation à être pérennisés et que le ministère avait pour objectif d'embaucher 30 000 autres personnes en situation précaire.



Filière automobile

La responsabilité des constructeurs dans la crise est entière

A l'occasion d'une conférence de presse, les militants CGT de Renault, PSA Peugeot et de plusieurs équipementiers ont estimé mercredi que les deux constructeurs français avaient une large responsabilité dans les difficultés de la filière automobile. Celle-ci connaît une accélération des suppressions d'emplois au motif réel ou supposé de la crise. Ils dénoncent « la vision à court terme et l'opacité des aides attribuées dans le cadre du Fonds de modernisation des équipementiers automobiles » (600 M euros), cofinancé par Renault, PSA Peugeot et l'État. « Il n'y a pas de transparence sur l'utilisation de ce fonds aujourd'hui, on sait qu'il y a 250 demandes d'aides, mais ce sont les constructeurs qui décident », a jugé Michel Ducret, de la fédération CGT métallurgie. « Depuis les années 80, les constructeurs ont orchestré le démantèlement des tisseurs de fournisseurs en Europe de l'Ouest selon le processus suivant : on filialise une activité, puis on la vend, ensuite on exerce une pression sur le fournisseur pour baisser les prix, une fois le seuil atteint, on l'incite à délocaliser », ont déclaré des responsables CGT de la filière auto. Pour René Lebourvellec, délégué à la fonderie SBFM (Morbihan), placée en redressement judiciaire, « c'est exactement ce qui s'est passé pour la SBFM et maintenant, les constructeurs nous aident au quotidien au niveau de la trésorerie pour qu'on puisse payer les salaires car ils ont besoin de nous, c'est absurde ».



EDF

L'emprunt ne doit pas se traduire par des hausses de tarifs



EDF va lancer un emprunt obligataire auprès des particuliers, du 17 juin au 10 juillet, qui pourrait rapporter 1 milliard d'euros, a annoncé mercredi son PDG, Pierre Gadonneix.

La CGT Energie a jugé mercredi que l'emprunt obligataire auprès des particuliers, que va lancer EDF en juin, ne devrait pas se traduire par des hausses de tarifs de l'électricité et que son usage, pour financer des investissements en France, devra être contrôlé.

Chômage

Polémique sur la hausse

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en avril est « importante mais inférieure à celle des trois premiers mois de l'année », a minimisé vendredi la ministre de l'Emploi, Christine Lagarde. Par ailleurs, le Premier ministre, François Fillon a déclaré vendredi sur Europe 1 que la hausse du chômage va « se poursuivre tout au long de l'année 2009 et sans doute encore un peu au début de l'année 2010 ». Pour l'intersyndicale de la Dares, de l'Insee et de Pôle emploi, « le communiqué du ministère (...) ne respecte ni la logique ni l'éthique statistique » et constitue « une communication biaisée » car il « reste délibérément centré sur le sous-ensemble des inscrits en catégorie A ».

Or, le Conseil national de l'information statistique (Cnis) a préconisé, après les polémiques de 2007 sur les chiffres du chômage, de « centrer la communication sur la totalité des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (ensemble A, B, C dans la nouvelle dénomination) et non sur une seule sous-catégorie comme auparavant », selon un communiqué des syndicats.



Emploi

Le BIT craint un chômage record en 2009

La crise pourrait faire grimper le nombre de chômeurs dans le monde jusqu'au chiffre record de 239 millions de personnes, a estimé jeudi le Bureau international du travail qui a revu à la hausse ses prévisions. Dans ses dernières prévisions de mars, le BIT tablait sur une augmentation du nombre de chômeurs de 52 millions sur deux ans, pour atteindre, dans son précédent « scénario du pire » 230 millions de personnes. Ces chiffres étaient en partie fondés sur les prévisions de croissance du Fonds Monétaire International (FMI) qui ont depuis été revues à la baisse vers une récession d'environ 1,3 %.

Selon le BIT, les pays développés devraient porter le plus lourd tribut de la montée actuelle du chômage mondial, avec « 35 à 40 % de la hausse totale » alors qu'ils « ne représentent que 16 % de la main d'oeuvre globale ». le BIT souligne que 2009 « correspondra à la pire performance mondiale jamais enregistrée en termes de création d'emplois », alors que la croissance démographique implique l'arrivée chaque année de 45 millions de personnes sur le marché du travail.



Syndicalisme européen

La CES réclame « un nouveau deal social » en Europe



La crise nécessite « un nouveau deal social dans l'Union européenne » avec notamment « une approche convaincante face au chômage » de masse, réclame la Confédération Européenne des Syndicats (CES) dans une déclaration présentée mercredi à Paris.

« L'Europe a besoin d'un plan de relance plus coordonné », a affirmé John Monks, Secrétaire général de la CES, en expliquant que cela serait l'une des principales revendications de la conférence sur la crise économique et sociale à laquelle participent mercredi et jeudi à Paris les représentants de 82 organisations syndicales européennes.

Souhaitant « combattre la crise et gagner demain », la CES réclame « un nouveau deal social dans l'UE » avec « des emplois plus nombreux et de meilleure

qualité » via un plan européen d'investissement totalisant 1 % annuel du PIB, avec « des systèmes de protection sociale plus forts », « des droits plus forts pour les travailleurs » ou encore « des augmentations du salaire réel ».

Mise en place du RSA au 1^{er} juin

De sérieux doutes quant à son efficacité

Alors que le Revenu de Solidarité Active remplace le Revenu Minimum d'Insertion dès le 1^{er} juin, la CGT s'est exprimée le 28 mai lors d'une conférence de presse présidée par Agnès Nation, Secrétaire de la CGT. Réduire la pauvreté est un objectif partagé quand 13,2 % de la population française (8 millions de personnes) se situe en dessous du seuil de pauvreté (880 euros par mois). Une grande majorité travaille : ce sont les « travailleurs pauvres » employés à temps incomplet ou qui alternent des périodes travaillées et chômees ou victimes des bas salaires (de nombreux salariés du privé, des fonctionnaires percevront le RSA). Mais souligne la Secrétaire de la CGT, « les conclusions de l'évaluation du Comité d'évaluation des expérimentations du RSA confortent les doutes de la CGT quant à l'efficacité du RSA à vaincre la pauvreté. Le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux est faible quel que soit le lieu observé : sur les quinze mois de l'évaluation, il est en moyenne de 3,1 % en zone témoin et de 3,38 % en zone d'expérimentation du RSA. De plus, la reprise d'emploi des plus démunis est fortement affectée par la crise économique : le taux de retour a « presque été divisé par deux » entre mai 2008 et mars 2009. » Concernant l'allocation et son montant, la CGT estime que les ressources résultant du versement d'un RSA « socle » n'apportent rien de plus pour les personnes les plus éloignées de l'emploi ou pour celles qui, en raison de l'explosion du chômage et des suppressions d'emploi, ne retrouvent pas de travail : 454,63 euros par mois. Quant aux difficultés de la montée en charge du RSA dans les différentes institutions (Caisses d'allocations familiales, Pôle emploi, notamment, la CGT estime nécessaire « un plan d'urgence » pour la réalisation d'un accueil et d'une mise en œuvre de qualité.



Lundi de Pentecôte

« La vérité sur les détournements de l'État », selon l'AD-PA



L'association AD-PA, qui regroupe notamment des directeurs de maisons de retraite, a estimé vendredi qu'au moins 700 millions d'euros destinés aux personnes âgées provenant de la journée supplémentaire de travail instituée, après la canicule de 2003, ont été « détournés » en 5 ans. « Plus de 500 millions ont été consacrés à la construction de structures alors qu'ils devaient permettre le recrutement de salariés et plus de 700

millions ont servi à diminuer l'engagement de l'État et de l'Assurance maladie dans le secteur, au lieu d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées », a expliqué Pascal Champvert, le président de l'AD-PA.

Canicule

On surveille comme le lait sur le feu

Le ministère de la Santé a indiqué vendredi que des mesures pour mieux faire face à une éventuelle canicule seront mises en place dès le 1^{er} juin, dont une surveillance météorologique accrue et un dispositif d'information au public comprenant un « numéro vert ».

Par ailleurs, les mesures préparatoires essentielles qui prévalaient en 2008 sont reconduites en 2009. Elles portent sur la protection des personnes âgées (en institution ou à domicile), des personnes handicapées, des jeunes enfants et des personnes sans abri (...) l'information du grand public et des salariés», indique le communiqué des services de Roselyne Bachelot.

